

<https://ricochets.cc/La-volonte-du-gouvernement-de-dissoudre-le-media-Nantes-Revoltee-s-inscrit-dans-le-processus-de-destruction-des-libertes-fondamentales.html>



La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de destruction des libertés fondamentales



Publication date: jeudi 27 janvier 2022

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée n'est pas seulement une basse manoeuvre pré-électorale pour rallier des voix de LR et d'extrême droite au vote macroniste, ce n'est pas tellement non plus pour tenter d'enfoncer un peu plus les gauches qui soutiendraient ce média en les traitant d'anti-flics, de factieux anti-républicains ou de complices d'émeutes.

C'est pire et plus profond que ça, on dirait bien que ça s'inscrit dans la continuité d'un processus plus large de destruction planifiée des libertés individuelles et collectives, et d'étouffement des possibilités de contestation consécutive de l'ordre établi.

► Voici une liste non-exhaustive des atteintes aux libertés fondamentales de ces dernières années, notamment depuis 2016 :

- [Atteintes à la liberté d'instruction](#) des parents et des jeunes
- **Atteintes à la liberté d'information** via les brutalités policières et poursuites judiciaires qui se multiplient contre des journalistes, avec aussi des lois qui entravent la liberté de la presse sur le terrain
- **Atteintes graves au droit de manifester** (par des lois liberticides, par la répression brutale et les menaces qui font quitter la rue, par les amendes à répétition, par les discours médiatiques dévalorisant les manifestations, par le mépris envers les revendications)
- Durant le covid (et sans doute au delà à cause de l'effet cliquet, non retour à l'état antérieur) : **restrictions du droit de manifester et de se réunir**, mise sous coupe policière de l'espace public
- Par la surveillance et la technopolice généralisées, réduction de l'espace public à une zone policière, donc **atteinte à la liberté de se mouvoir et de s'exprimer dans l'espace public**
- **Atteintes à la liberté religieuse**, par le ciblage des musulmans de la loi « séparatismes »
- Multiplication de lois répressives et de dispositifs de répression et de surveillance : **atteintes générales aux libertés de contester et de s'opposer au régime en place**
- Concentration accrue des médias entre les mains de quelques milliardaires : **atteinte grave à la nécessaire pluralité des idées, informations et débats**
- **Atteinte accrue à la liberté vaccinale** (même si ça fait longtemps que des vaccins sont obligatoires), avec une stigmatisation extrême des personnes refusant la vaccination anti-covid
- **Atteintes aux droits syndicaux** (lois, répression, dénigrement médiatique...), et restrictions des possibilités de résistances par la grève ([exemples](#) + [ici](#) + [là](#))
- La liberté de circulation est déjà entravée depuis longtemps, surtout pour les exilé.e.s
- De manière plus générale : **atteintes graves aux moyens de subsistance fondamentaux**, par la poursuite et le soutien du techno-capitalisme, et donc de ses nuisances et pollutions qui affectent gravement l'habitabilité de la planète (en générant pandémies, maladies chroniques de type cancer, catastrophes écologiques et climatiques, précarités, crises sociales...)

Le techno-capitalisme, la technocratie étatique et les forces politiques conservatrices de droite ou de « gauche » sont « alliées » pour asseoir leur domination idéologique, économique et politique.

Historiquement, ils ont réussi pour l'instant à contrer toutes les volontés populaires de démocratie réelle et directe, ils ont naturalisé l'économie de marché en la présentant « sans alternatives », ils ont sacralisé l'Etat et ses organes via « l'Etat providence » et les multiples discours de légitimation.

A présent, forts de leur hégémonie, et aiguillonnés par la crise structurelle de la civilisation industrielle, ils veulent aller plus loin en s'attaquant aux restes de libertés fondamentales et aux éventuels attachements à des devises telles que « liberté égalité fraternité ». A présent la règle c'est le chacun pour soi, l'ultra-libéralisme et la concurrence, avec un Etat tutélaire pour réguler des humains-marchandises infantilisés à coup de flics et de contrôle.

Pour la survie du système en place, tout le monde est sommé de s'aligner en rang, de fermer sa gueule et d'obéir

Au 21e siècle, l'Etat et le capitalisme ne peuvent plus tolérer des opposants conséquents, des possibilités de

leur résister ou de leur échapper, tout le monde doit faire corps avec la machine à produire et à normaliser.

En effet, l'Etat-capitalisme se sait gravement menacé par les catastrophes écologiques, climatiques et sociales qu'il crée, alors, pour survivre, l'Ogre doit se comporter comme en temps de guerre. **Tout le monde est sommé de s'aligner en rang, de fermer sa gueule et d'obéir aux injonctions policières et aux administrations du désastre.** C'est l'unité « termitière » pour la survie de la patrie et du Capital qui est exigée.

Le mode de gestion du covid-19 est un bon exemple, un bon avant-goût de ce mode obligé (tant qu'on reste dans le cadre de la civilisation industrielle) de gouvernance, de gestion des foules, des stocks, des pénuries, des contestations, de l'économie. Une gestion technocratique, autoritaire, centralisée, policière, techno-numérique, avec droits individuels conditionnels (pass), avec des médias aux ordres pour propager les éléments de la pensée dominante.

Bref, une gestion militaire, une gestion de guerre. L'Etat-capitalisme veut l'unanimité des soldats alignés, consentie ou forcée.

C'est ce qu'on peut appeler un néo-totalitarisme.

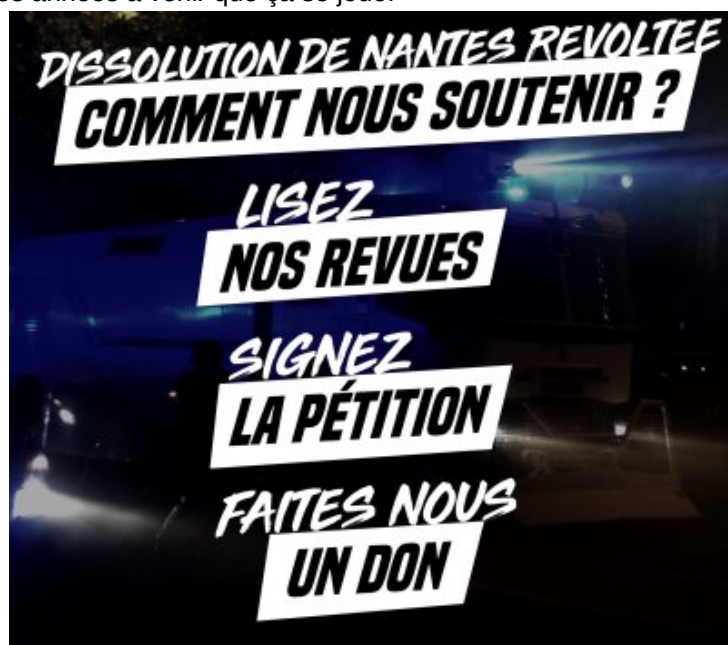
Sortir du cadre existant au lieu de se contenter d'aménagements temporaires

Pour y faire face, les minorités radicales et déterminées (visant l'autonomie, l'émancipation, l'égalité sociale, l'écologie radicale...) vont-elles s'allier, leurs rangs vont-ils s'étoffer, vont-elles être davantage soutenues ?

Ou les foules sidérées vont continuer pour la plupart à rester passives, effrayées, dominées, complices, confuses, prêtes à soutenir n'importe quelle promesse de salut par la fuite en avant dans la techno-science, le néo-fascisme, un « sauveur » providentiel, le capitalisme et l'étatisme ?

Davantage de personnes vont-elles vouloir sortir du cadre sans issue existant au lieu de se contenter d'aménagements temporaires masquant de plus en plus mal la dégradation générale ?

C'est maintenant et dans les années à venir que ça se joue.



La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de destruction des libertés fondamentales Soutenons Nantes Révoltées et les autres médias visés par le régime

PCOMMENT NOUS SOUTENIR ?P

Depuis qu'un ministre d'extrême droite a annoncé son intention de dissoudre Nantes Révoltée, nous recevons des milliers de soutiens. Merci infiniment pour la force que vous nous donnez, nous espérons qu'elle permettra de

; Signez la pétition ! Plusieurs milliers de personnes ont déjà signé contre notre dissolution, et pour les médias indépendants. C'est fort. Rejoignez les ! Même si nous ne sommes pas fan du principe, cela peut jouer dans le rapport de force médiatique engagé par le gouvernement. Pour signer, c'est par ici :

j Faites nous un don ! Nous sommes une petite équipe de bénévoles, un peu fatigués par la charge de travail et les attaques du pouvoir. Nous faire un don permettra à la fois de nous aider dans la procédure judiciaire à venir, mais aussi, on l'espère, de pérenniser ce média indépendant. Faites un don en cliquant [ici](#) (sur le homard) :

<https://nantes-revoltee.com/soutenir/>



%MERCI À TOUTES ET TOUS !

j Amis proches ou inconnus, élus et anonymes, reporters indépendants, médias, associations, collectifs, syndicats, lecteurs et lectrices... nous avons reçu des soutiens innombrables ! Cette solidarité est inattendue, elle est aussi incroyable que réjouissante. Le pouvoir espérait mettre en scène la dissolution de notre média pour terroriser tous

les autres. Il imaginait nous écraser facilement, en faire une simple formalité, un exemple. Il n'a réussi qu'à déclencher une vague de soutien et de protestation comme nous n'en avons jamais vue autour de nous.

; Nous n'avons pas assez de mots pour vous remercier suffisamment. Cela montre que nous sommes nombreux, que vous êtes nombreux. Il reste encore du monde qui ne se résigne pas à subir un paysage médiatique dominé par la droite extrême et l'extrême droite. Ni à voir les milliardaires s'accaparer le débat public. Nous sommes encore beaucoup à refuser de baisser la tête face aux intimidations d'un gouvernement de petits managers autoritaires, à ne pas céder aux chantages policiers, à ne pas avaler la propagande néolibérale. A ne pas se résigner au désastre politique, social et écologique en cours, ni à la tristesse ambiante. Il ne manque qu'à se nous retrouver, à faire bloc.

; Ce gouvernement arrivé au pouvoir par accident, par chantage, termine son quinquennat comme il l'a commencé : en essayant d'anéantir toute opposition. Du début à la fin, il sera passé en force, aura mis au pas toute pensée divergente. Macron a passé 5 ans à attaquer les libertés, de la répression des Gilets Jaunes à la Loi sur le « séparatisme », de l'état d'urgence sanitaire à la militarisation de la police, de la répression des infirmières à celle des lycéen.ne.s. Il n'a pas hésité à arrêter et blesser des journalistes, ou imposer sa « loi de sécurité globale ». Il veut terminer en beauté, en muselant des médias indépendants.

; Mais la fébrilité du pouvoir, la nullité du ministère de l'Intérieur et l'ampleur des réactions sont telles que l'on commence à se demander : et si on gagnait ? Et si on faisait reculer Darmanin ? Et si on mettait un coup d'arrêt à la dernière provocation liberticide des gouvernants ? Empêcher la dissolution de notre média pourrait, nous l'espérons, empêcher d'autres menaces contre les médias indépendants. Un camouflet à Darmanin préviendrait alors d'autres attaques.

; Où en sommes nous ? À ce jour, nous n'avons reçu aucun document de dissolution administrative pour Nantes Révoltée. Nos avocats ne voient toujours pas comment le ministère de l'Intérieur pourrait nous dissoudre sans s'en prendre frontalement la liberté de la presse, et donc mettre en danger de nombreux médias, y compris dominants. Contacté par Mediapart, le cabinet de Gérald Darmanin n'a toujours pas donné suite aux demandes des journalistes. Affaire à suivre.

(posts de Nantes révoltée)



La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de

destruction des libertés fondamentales La censure d'Etat veut s'étendre aux médias qui dérangent l'ordre établi

¥ URGENT : DARMANIN VEUT DISSOUDRE NANTES REVOLTÉE ¥

A PARTAGER UN MAXIMUM - #SoutienNantesRévoltée

"L'ignorance c'est la force" G

Cette phrase issue du chef-d'oeuvre de George Orwell "1984" pourrait résumer à elle seule la pensée du ministre de l'intérieur Gérard Darmanin quand il annonçait hier sa volonté de dissoudre le journal indépendant Nantes Révolté.

I Faisant suite à la crise d'hystérie qui a frappé la classe politique de Loire-Atlantique à la suite de la manifestation nantaise de vendredi soir, la député LREM de Loire-Atlantique a réclamé à Darmanin « de [s'engager] sur la dissolution du groupuscule Nantes Révoltée » lors des questions à l'Assemblée Nationale. Ce dernier s'est alors empressé « d'engager le contradictoire qui permettrait la dissolution », donnant à Nantes Révoltée deux semaines pour faire valoir ses contre-arguments au gouvernement. Cela fait, et quand l'État se considérera « inattaquable », Darmanin transmettra la requête à Macron.

I Malgré ce que voudraient nous faire croire les différentes figures politiques nantaises qui parlent de « groupuscule » ou de Nantes Révoltée qui se « revendique média », nos confrères et consœurs de Loire-Atlantique sont indéniablement des journalistes qui réalisent un véritable travail d'investigation, d'information et de couverture d'événements locaux et nationaux. Nantes Révoltée incarne cette presse d'opinion en voie de disparition aujourd'hui en France tant les pressions sur les médias indépendants sont fortes. C'est d'ailleurs en vertu de la qualité de leur travail et de la force de leur engagement que le média rassemble 250 000 abonnés, toutes plateformes confondues.

I L'état a peur. Peur d'une presse qui ne se soumet pas à sa volonté ni ne se satisfait d'un discours hypocrite sur une "liberté d'expression" vidée de son sens. Cela explique son acharnement cancéreux à faire taire Nantes Révolté ainsi que toutes les voies discordantes réellement gênantes pour lui.

I Mais Nantes Révolté n'est pas seul. Partout en France, des dizaines de titres, commerciaux ou non, soutiennent déjà ou apporteront leur soutien au journal nantais. Il en va de l'indépendance même de la presse.

Rouen dans la Rue apporte son soutien inconditionnel à Nantes Révolté dans son combat pour une information libre et indépendante.

Quoi qu'il advienne, nous resterons là où est notre place : dans la rue, aux côtés de celles et ceux qui luttent pour une vie meilleure.



La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de destruction des libertés fondamentales Les médias du pouvoir veulent dénier aux médias subversifs de gauche le titre de média

À LA PRESSE AUX ORDRES EN FLAGRANT DÉLIT DE FAKE NEWS

- Non, Nantes Révoltée n'est pas un groupe « antifa », ni même un « groupe politique » anarchiste ou quoi que ce soit d'autre : c'est un média.

Cette simple vérité semble pourtant trop difficile à comprendre pour un certain nombre de titres de presse qui nous offraient aujourd'hui une belle leçon de journalisme aux ordres, reprenant au mot près les fakes news lancées hier par Gérald Darmanin.

La presse aux ordres sert la soupe gouvernementale et, du fond de sa médiocrité, n'arrive même plus à s'imaginer qu'il puisse exister encore un journalisme d'opinion. Ce n'est pas la première fois que ça arrive : Élise Lucet est sous le coup d'un procès, les syndicats de flics et Darmanin ont fait la guerre à Taha Bouhafs parce qu'ils ne pouvaient supporter qu'un arabe militant puisse se faire appeler journaliste, la page Instagram de Cerveaux Non Disponibles a, elle aussi, été attaquée.

Dans un tel ramassis de Fake News, que faire ? D'abord formuler le plus grand soutien à Nantes Révoltée.

Rien n'irrite plus le pouvoir et ses alliés que la vérité ou du moins, une vérité qui échappe à leur vision policière du monde.

Rien n'énervé plus la pseudo-gauche qu'une gauche agissante, en révolte.

Rien n'énervé plus des journalistes complices ou juste médiocres que des journalistes qui font leur travail d'information et se permettent de donner une opinion.

Du bruit, de la fureur, de la contradiction rien n'irrite plus un pouvoir surplombant, voulant gouverner tout, réduire au silence tout ce qui vient bousculer le calme désespérant d'un monde en chute dont la seule perspective est de continuer à exister et maintenir une Paix de carton par la force et le musellement des opinions réellement

divergentes.

Nantes Révoltée a une opinion. Il ne s'en cache pas. On y présente des faits peu exposés dans la presse bourgeoise, propose des enquêtes, offre à des milliers de lecteurs et lectrices une source d'information qu'on n'espère plus retrouver dans la presse alliée du pouvoir et financée / dirigée par les grosses fortunes. Les noms et l'Histoire de Libération, du Dauphiné Libéré, même du Figaro montrent d'ailleurs qu'ils ont été, eux aussi, une presse d'opinion. C'est normalement la nature même du quatrième pouvoir : s'engager, proposer des informations mais aussi une vision du monde. La presse de droite ne s'en est jamais privé. Celle de gauche a déserté. Elle s'est contenté d'accompagner le désastre et une fois que tout sera brisé saura très bien ce qu'elle sait faire : se fendre d'un article hommage, pleurer les disparus une fois qu'ils ont disparu mais pas au moment où leur apparition aurait pu amener un bouleversement. C'est une presse de l'atonie et de l'ennui, une presse marchande de publicité, celle de l'économie ou celle du pouvoir, une presse qui a fait sienne le langage policier et, qui accepte docilement d'être relais du pouvoir.

Si vous vous sentez piqué.e.s, que vous dîtes que ce n'est pas vrai, cessez le bavardage, le commentaire, ne nous traitez pas de complotistes mais agissez. Montrez votre soutien, votre engagement.

Nous n'avons même pas disserté sur l'absurdité et le grotesque mensonge de Darmanin qui feint confondre « organisation » et média. C'est que dans leur vision de dominants, il est impossible de séparer un média d'une organisation tant les journaux officiels servent la leur. Et puis Darmanin vient lui-même d'une organisation dont le journal porte le même nom qu'elle : l'Action Française.

(posts de Rouen dans la rue)

Autres soutiens :

- [Les scélérats n'auront pas la peau de nantes révoltée !](#) - Après avoir engagé à marche forcée un processus de destruction de tout ce qui restait des libertés publiques après plusieurs décennies de casse sociale, la droite et l'extrême-droite au pouvoir entreprennent une politique implacable de censure et de neutralisation à l'encontre de l'opposition non parlementaire.
Le projet ultralibéral et totalitaire de Macron et de ses ministres affiliés à la droite dure, néo-conservatrice, et sortis du giron de groupuscules d'extrême-droite comme le GUD ou l'Action Française, atteint des proportions qui inquiètent même la presse étrangère, mais également les instances européennes et l'ONU, ce qui en dit long sur la menace envers la libertés qu'ils représentent. (...)
- [Dissolution possible du média Nantes Révoltée : l'autoritarisme s'étend](#) - Mardi 25 janvier 2022, l'ignoble Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur par ailleurs accusé de viols, annonçait avoir lancé la procédure de dissolution de Nantes Révoltée. Cette annonce vient intensifier le vertige autoritaire dans lequel nous sommes plongés depuis au moins une dizaine d'années. Au-delà de la solidarité évidente envers un autre média indépendant, nous comprenons bien, à Frustration Magazine, que l'interdiction d'un média n'est toujours qu'un début, et que si nous laissons faire bien d'autres suivront, pourquoi pas le nôtre un jour.
- [En annonçant vouloir dissoudre Nantes révoltée, « ce gouvernement s'attaque à la liberté d'expression »](#) - Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé vouloir engager une procédure de dissolution à l'égard du site d'infos local et engagé « Nantes Révoltée ». En cause : le relais d'un appel à manifester contre l'extrême droite.
- [Réponse aux menaces de dissolution du Groupe Antifasciste Lyon et Environs](#) - Communiqué du Groupe Anti Fasciste Lyon et Environs à propos des récentes déclarations et en soutien à Nantes Révoltée.
- [Liberté de la presse : le média Nantes révoltée est menacé par le gouvernement](#) - Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé vouloir dissoudre le média de gauche Nantes révoltée. « C'est une offensive contre la liberté de la presse », réagissent ses membres.



La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de destruction des libertés fondamentales Les GAFAM peuvent museler à leur guise les pages subversives qui gênent l'ordre étatico-capitaliste



La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de destruction des libertés fondamentales CND censuré par Instagram en janvier 2022



La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de destruction des libertés fondamentales

LES RAISONS DE NOTRE SUPPRESSION

Notre compte instagram a été réactivé aujourd'hui aussi soudainement qu'il avait été supprimé, il y a 6 jours. Première notification : suppression d'une image anti-nazi postée en story il y a quelques jours. On imagine que telle était la cause.

Pour rappel plusieurs de nos posts nous avait déjà valu des « sanctions ». Pour en citer quelques uns :

- ▶ Vidéo de pillage de magasin Louis Vuitton à Chicago suivi du #TaxTheRich
- ▶ Vidéo de policiers en civil tirant à balles réelles sur une voiture lors d'un contrôle à Stains. Conducteur touché mortellement. Nous titrions : « La police assassine »
- ▶ Une image d'un détournement d'un sachet de gâteau : le Oreo devenait « obedo », référence au cannabis.
- ▶ Un screenshot d'un compte twitter proposant d'aller occuper CNews en réaction à la propagande constante d'idéologie d'extrême droite qu'ils font.
- ▶ Une parodie de suppression de contenu par Instagram montrant qu'insta supprimait en 1944 un post relatant par une image l'attaque d'un train nazi par la résistance française.

Il y'en aurait plein d'autres à citer. Une brève analyse montre qu'instagram nie notre qualité de médias en considérant que documenter des ripostes populaires à la violence néolibérale constitue des appels à la violence. C'est ce qu'on appelle faire l'amalgame entre le contenu et le messenger. C'est une technique qui permet à terme d'évincer les médias d'opposition politique. On retrouve les mêmes techniques dans les régimes totalitaires.

Autre aspect : beaucoup de nos posts supprimés sont des provocations assez banales dont on retrouve le ton dans des journaux comme le Canard enchaîné ou Siné Mensuel.

Ces faits en disent long sur la ligne éditoriale puritaine et « censureuse » des réseaux sociaux et sur leur contribution à la perte de la liberté d'expression.

(post de Cerveaux non disponibles)